

Publi-reportage : la communauté internationale durcit les sanctions contre la Corée du Nord

Communiqué : Après huit résolutions sans effet sur le programme nucléaire nord-coréen, la communauté internationale durcit les sanctions dans une neuvième résolution et s'interroge

Le Conseil de sécurité a déjà adopté une panoplie de huit sanctions pénalisant graduellement la Corée du Nord dans le but de la pousser à renoncer à ses programmes nucléaires jugés menaçants pour la paix mondiale par la communauté internationale.

Il s'agit notamment des résolutions 1718 (2006), 1874 (2009), 1887 (2009), 2087 (2013), 2094 (2013), 2270 (2016), 2321 (2016), 2356 (2017) et 2371 (2017).

Toutes ces résolutions et sanctions, bien que votées même par les partenaires traditionnels de la Corée du nord, n'ont eu aucun effet sur la volonté de celle-ci à développer son arsenal nucléaire ces dernières années.

C'est la principale raison pour laquelle la majeure partie de la communauté internationale pense que les nouvelles mesures décidées le 11 septembre 2017 par le conseil de sécurité de l'ONU, matérialisées par une résolution 2375, suite à un dangereux essai nucléaire que la République populaire démocratique de Corée a effectué le 2 septembre 2017, ne seront pas dissuasives contre le programme nucléaire nord-coréen.

Néanmoins, ces nouvelles sanctions devraient avoir un impact important sur l'économie de la Corée du Nord car le texte interdit les exportations de textile et instaure un embargo partiel et progressif sur le pétrole et ses produits dérivés et total pour le gaz naturel.

Dans un rapport publié au mois de septembre 2017, des experts de l'ONU notent que le régime utilise de nombreux subterfuges pour contourner aussi bien "l'embargo sur les armes" que "les sanctions financières" ou "sectorielles sévères".

Le document dénonce aussi une application aléatoire des sanctions et précise que Pyongyang utilise des pays tiers pour acheminer ses cargaisons ou conclure des transactions financières.

Un rapport de l'ONU publié cette année confirme ces relations interdites notamment entre de nombreux pays africains et la Corée du Nord.

« Si certains pays comme le Zimbabwe ou l'Ouganda ont officiellement pris leur distance avec la Corée du Nord, Pyongyang a conservé des

liens économiques et militaires avec plusieurs pays africains, confirme dans « Le Monde » du 04 septembre 2017 Samuel Ramani, spécialiste de la Corée du Nord à l'Université d'Oxford. C'est le cas, notamment, de la Namibie, où deux conglomérats militaires nord-coréens opèrent depuis 2016 ; du Nigeria, qui a conservé des accords de coopération avec Pyongyang ; de l'Angola, de la Guinée équatoriale, de l'Erythrée et de l'Ethiopie, où des comptes bancaires du gouvernement nord-coréens sont hébergés et servent à acheter des armes. »

C'est pourquoi le conseil de sécurité de l'ONU demande dans cette nouvelle résolution à tous les états membres de redoubler d'efforts pour appliquer dans leur intégralité les mesures énoncées dans les résolutions relatives aux activités nucléaires de la Corée et faciliter une dénucléarisation pacifique de la péninsule coréenne.

Trouvant que les sanctions seules ne suffisent pas à faire fléchir la Corée du Nord, les grandes puissances se concertent pour s'entendre sur d'autres moyens qui pourraient plus efficacement mettre un terme au programme nucléaire nord-coréen.

C'est ainsi qu'en mi-octobre 2017, l'Union Européenne a franchi un pas au-delà des résolutions en interdisant les exportations de pétrole, les investissements et en limitant les envois d'argent vers ce pays. Elle lance aussi un appel aux autres pays pour qu'ils renforcent la pression sur la Corée du Nord.

SAICC